Philippe GOUJARD, *Un catholicisme bien tempéré: la vie religieuse dans les paroisses rurales de Normandie 1680-1789*, Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1996, 447 p.

Serge Chassagne

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ch/155>

DOI : 10.4000/ch.155

ISSN : 1777-5264

Éditeur

Comité historique du Centre-Est

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 1997

ISSN : 0008-008X

Référence électronique

Serge Chassagne, « Philippe GOUJARD, *Un catholicisme bien tempéré: la vie religieuse dans les paroisses rurales de Normandie 1680-1789*, Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1996, 447 p. », *Cahiers d'histoire* [En ligne], 42-2 | 1997, mis en ligne le 14 mai 2009, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ch/155> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ch.155>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Philippe GOUJARD, *Un catholicisme bien tempéré: la vie religieuse dans les paroisses rurales de Normandie 1680-1789*, Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1996, 447 p.

Serge Chassagne

- 1 Ce livre est la publication intégrale d'une thèse nouveau régime, soutenue en 1990, consacrée à la vie religieuse de quatre archidiaconés ruraux du vaste diocèse de Rouen, regroupant Pays de Caux (par ailleurs étudié par Guy Lemarchand), Pays de Bray et la partie septentrionale du Grand Archidiaconé de Rouen. Au départ, une double interrogation, née des travaux antérieurs de l'auteur : pourquoi dans cette région, pendant la Révolution, " l'opinion s'était divisée à part à peu près égale " ?, et pourquoi " les choix avaient été différents entre un Pays de Caux dont les habitants avaient choisi de soutenir les réfractaires et le Pays de Bray où les fidèles avaient majoritairement manifesté leur appui aux constitutionnels " ? D'où sa démarche, à l'instar de celle de Michel Vovelle en Provence, " chercher dans la moyenne durée les raisons du conflit révolutionnaire et des attitudes religieuses différentes des Cauchois et des Brayons au XIXe siècle ". Entre 1680, moment de la mise en place de la réforme pastorale, et la fin de l'Ancien Régime, l'auteur, nourri des problématiques " de trente ans d'histoire des mentalités, des comportements religieux et des cultures ", a donc cherché à comprendre comment la hiérarchie y avait imposé les décisions du Concile de Trente, " quel contenu de foi " et quels comportements elle avait " cherché à enseigner aux fidèles ", comment ces derniers y avaient réagi, et à vérifier si leur manière de croire et leurs attitudes s'étaient modifiées " en réponse à cette tentative d'acculturation ",

engendrant éventuellement des "tempéraments originaux locaux", voire "des différences sociales dans les pratiques religieuses".

- 2 L'ouvrage se divise classiquement en deux parties : structures/ conjoncture. Dans la première partie, "analyse spectrale du diocèse de Rouen à la fin du XVIIe siècle", nous sont présentés successivement les exigences de la hiérarchie (textes normatifs et pratiques de contrôle, avec une présentation méthodologique des visites pastorales, source fondamentale de cette partie), l'état du clergé (avec un taux d'encadrement pastoral d'un prêtre pour 180 à 220 habitants ; amélioration de la qualité du clergé par la création d'un séminaire diocésain en 1659 et par le développement des conférences ecclésiastiques à partir de 1683, rendues obligatoires par Mgr Colbert en 1691), les besoins de fidèles ("respect des obligations essentielles de l'assistance à la messe dominicale et de la sanctification des dimanches et jours de fête", mais aussi "maintien des attitudes magiques" ; affirmation de l'existence d'une "élite dévote" à partir du test des fondations de messe repérées dans les archives des fabriques) et l'état des lieux de culte ("honnête médiocrité" et "absence de contrastes entre les régions"), les fabriques paroissiales, "espace de pouvoir laissé aux laïcs" ("d'autant plus important en Haute-Normandie qu'il n'existait quasiment pas de communauté civile rurale"), enfin les confréries, "structures de solidarité et de dévotion volontaires", beaucoup plus nombreuses (depuis le Moyen Âge) en Caux qu'en Bray.
- 3 La seconde partie envisage selon le même plan "les mutations du siècle des Lumières". Le "gouvernement du diocèse" nous présente les cinq archevêques, tous de grande extraction et au moins quadragénaires à leur nomination (le plus jeune Nicolas de Saulx-Tavannes a tout juste 40 ans, en 1733, et le plus âgé Armand Bazin de Bezons en a 65 en 1719), les soixante vicaires généraux, tous nobles et titulaires d'un grade universitaire, dont le tiers parvint ensuite à l'épiscopat, le règlement de Mgr de Saulx-Tavannes (nouveaux rituel et cérémoniaire, occasion de rappeler aux prêtres et aux fidèles dans un mandement les règles de l'ordre ecclésiastique, de l'administration des sacrements, des rites liturgiques, de la hiérarchie ecclésiastique et plus généralement de tout ce qui concerne la vie paroissiale), le catéchisme diocésain publié - tardivement - en 1730 par Mgr Lavergne de Tressan (mais dû à son secrétaire), qui devait être enseigné aux enfants une fois par semaine dans les écoles et aux adultes pendant la messe dominicale : catéchisme pratique, selon le classement de J.R. Armogathe, il consacre le plus long chapitre aux sacrements (156 questions, dont 63 à la Pénitence, 35 à la communion, six au mariage ou à la confirmation), et définit "un comportement moral idéal", repris du *Manuel* de 1650 et fondé, selon l'auteur, sur le refus "d'une accumulation du capital", donc sur la conception "d'une société immobile", dont les valeurs cardinales étaient l'humilité, la soumission à la volonté de la Providence, l'obéissance aux supérieurs, bref "une éducation du respect" selon le mot d'Alain Croix. Les modalités de contrôle s'affaiblissent au cours du siècle : un seul synode annuel (le mardi précédant la Pentecôte, avec appel des curés par doyenné), mais qui, au total, ont laissé peu de traces ; des visites pastorales moins fréquentes (48 connues entre 1711 et 1783), faites désormais uniquement par les vicaires généraux, sur un territoire restreint et avec un intérêt limité, comme en Basse-Normandie, à quelques points (l'état des églises et les comptes de la fabrique), délaissant ainsi reliques et pèlerinages, rites de passage et affaires de sorcellerie. Pour Goujard, à un mode de connaissance direct par l'archevêque succède ainsi un contrôle indirect par "un gouvernement bureaucratique". "Bien que les prélats et leurs collaborateurs

fussent d'excellents administrateurs, ce système pouvait avoir des conséquences néfastes " : " relâchement du lien direct entre le prêtre de paroisse et ses supérieurs " ; " combiné avec l'écart du revenu entre bas et haut clergé, il pouvait nourrir une hostilité, envenimée par le sentiment que la hiérarchie méprisait les simples prêtres ", routine enfin du gouvernement du diocèse.

- 4 Le taux d'encadrement pastoral fléchit à la fin du siècle (un prêtre pour 305 habitants dans le nouveau département), avec une dégradation très sensible dans le Caux (un prêtre pour 326 habitants dans le district de Caux contre un pour 180 dans celui de Neufchâtel), notamment par suite de la baisse des ordinations (moins de 90 par décennie après 1760, contre plus d'une centaine entre 1721 et 1750), dans un contexte paradoxal de croissance démographique, et de la stagnation des prêtres horsains à obtenir un bénéfice dans l'archidiocèse (13 % au XVIII^e siècle contre 18 % dans la seconde moitié du XVII^e) - ce qui reflète aussi la crise générale des vocations. Peu de changement dans les carrières, calculées sur plus de 3 500 mutations (même stabilité pour les curés, dont le remplacement s'opère majoritairement à la mort du titulaire, et plus grande probabilité, mais inférieure à celle d'autres diocèses, pour un vicaire d'accéder à une cure). Sur 1 128 vicaires recensés à la fin du XVIII^e, 56 % ont servi moins de cinq années consécutives dans la même paroisse - et seulement 3,5 % plus de vingt ans. L'auteur détaille ainsi (p. 183) la carrière du vicaire Blanchard d'Yerville, traduit en 1747 devant l'officialité pour ivrognerie lors d'un pèlerinage dans la banlieue rouennaise ; en seize ans, il a occupé six postes successifs : quatre ans et demi dans une paroisse rurale près de Dieppe, dont " il était sorti à cause de différends avec le sieur curé qui exigeait plus de prônes qu'il ne pouvait en faire ", puis six ans comme sacristain, avec pouvoir de confesser, dans la paroisse (urbaine) Saint Remi de Dieppe et seulement sept mois dans la paroisse voisine de Saint Sylvain, d'où son refus de faire le catéchisme l'oblige à partir; dix-sept mois dans la paroisse rurale d'Héberville (où il se brouille à nouveau avec le curé " au sujet de la charité du lieu ") ; il exerce alors la fonction de diacre dans une paroisse rouennaise, puis de second vicaire dans une paroisse rurale du Vexin français (où le curé le reprend à plusieurs reprises " pour son goût pour la boisson ") ; sans doute est-ce davantage pour cette intempérance que pour raison de santé qu'il est amené une nouvelle fois à changer d'affectation. Plus encore que la stabilité de l'emploi, l'inégalité de leurs revenus opposait curés et vicaires. D'après des enquêtes ecclésiastiques de 1727 et 1756, la moyenne arithmétique des recettes des cures oscille entre 477 (doyenné d'Envermeu) et 836 livres (doyenné de Pavilly). Si le curé cauchois semble globalement plus favorisé que son collègue brayon, l'auteur révèle des disparités choquantes entre paroisses voisines d'un même doyenné : ainsi, dans le doyenné de Cailly, " aucune commune mesure entre le gain modeste du curé de Ratiéville - 280 livres - et la confortable aisance du curé de Touffreville, assuré d'une rentrée annuelle de 1666 livres " ; dans le doyenné (cauchois) de Valmont, 28 curés avaient des revenus inférieurs à 900 livres, quatre de 1 000 à 1 200 livres, et trois de plus de 1 800 livres " (p. 185). " Il n'en est pas moins vrai que le curé de la campagne haut-normande jouissait d'un revenu convenable qui le plaçait au sommet de la société villageoise ", bien supérieur à la portion congrue fixée en 1768 à 500 livres, plus riche assurément que ses confrères du Gapençais ou du Boulonnais, d'une condition matérielle proche de celle des curés de Haute-Bretagne étudiés par le P. Berthelot du Chesnay. Mais ici l'essentiel du revenu (plus de 77 %) provenait des dîmes : " le curé jouissait généralement du tiers des grosses dîmes et de la totalité des autres dîmes " (p. 186), d'où la supériorité relative du curé cauchois. Le casuel en

revanche y était médiocre, sinon inexistant, notamment parce qu'un arrêt du Parlement de Normandie de mai 1708 interdisait aux curés décimateurs d'exiger le versement d'un casuel. Les charges auxquelles devaient faire face les curés (de 328 livres en moyenne dans le doyenné de Neufchâtel à 629 livres dans celui de Valmont) comprenaient l'entretien des lieux de culte et du presbytère (entre 12 et 15 % des dépenses), le paiement des décimes (environ 10 % du revenu), la rémunération du vicaire (de 50 à 300 livres) et éventuellement du clerc maître d'école (de 30 à 50 livres), enfin son propre entretien, incluant celui de son ou de ses domestiques (le curé de Beuzeville-la-Guérand en avait quatre, avec un revenu déclaré de 1800 livres), ainsi que de son cheval (indispensable pour la perception de sa dîme). En dépit de leurs plaintes continuelles (le curé de Bléville écrit ainsi, en 1771, aux propriétaires de sa paroisse pour leur demander de lui accorder 40 livres sur le trésor de la fabrique), les curés haut-normands vivaient " dans une honnête aisance ", dont témoigne " la fière allure du presbytère, solide bâtiment de briques toituré de tuiles, lieu d'habitation et centre d'exploitation agricole ". D'après les déclarations de revenus faites en 1790 (pour le calcul de leur futur traitement), la situation matérielle des curés ne s'était pas dégradée, " bien au contraire " : leurs revenus auraient été multipliés par quatre ou par cinq, en raison de l'augmentation du produit de la dîme ; " cela n'avait pu que renforcer sa position de notable dans le village et l'avait sans doute aussi aidé à préserver sa tutelle sur la paroisse ". La situation était toute différente pour les vicaires, dont le revenu reste difficile à connaître, à l'exception toutefois de celui des 90 vicaires des cinq doyennés du Grand Caux, dont le revenu modal était de 220 à 250 livres au début du siècle, et guère plus élevés à la fin. Pour expliquer que les relations entre curés et vicaires " n'aient pas été plus tendues ", l'auteur invite " à faire la part des conséquences de la communauté de gîte et de couvert ", " à prendre en considération la tutelle exercée par le curé sur le vicaire ", " à ne pas oublier la similitude de leur rôle et de leur fonction ", définis par une même formation.

- 5 Suit donc logiquement l'examen de la qualité des prêtres du XVIII^e siècle : toujours peu de curés gradués (3,5 % dans la première moitié, 2,5 % dans la seconde), mais tendance à ne nommer désormais que des prêtres. Les visites pastorales (celle de l'archevêque d'Aubigné, au début du siècle, ou celles du vicaire général Rose dans le Grand Caux au milieu) attestent de leur valeur morale incontestable, mais les registres des ordinands soulignent jusqu'à la fin leur faiblesse intellectuelle. Contraste que l'auteur explique par la formation, plus morale que dogmatique, dispensée dans les trois séminaires rouennais de Saint-Patrice (un internat annexe du collège des Jésuites, entretenu par l'archevêque), Saint-Nicaise (un internat pour clercs pauvres fondé en 1680) et Saint-Vivien (un lieu de retraite pour les ordinands). Pour approcher la spiritualité du clergé, l'auteur " use de trois tests : l'influence janséniste " (quasi nulle, 28 appelants pour tout le diocèse ; aucun curé sanctionné), " le contenu des bibliothèques " (maigre, en partie parce que le notaire répugne à en faire l'inventaire " pour éviter les frais " ; la plus riche bibliothèque rencontrée, celle du curé de Gonfreville-Caillet en 1784, est " conforme à ce que demandait Saulx-Tavannes " et comporte la Bible, les décrets et le catéchisme de Trente, des recueils de sermons, les Œuvres de Massillon et Bourdaloue, le *Traité des dispenses*, *L'exercice de piété pour tous les mois de l'année*, le *Dictionnaire apostolique*, les *Conférences* de Paris et d'Angers, ainsi que l' *Histoire des variations*), enfin " la teneur de leurs testaments " (70, dont 35 olographes, entre 1680 et 1780, retrouvés dans les minutiers ruraux). Le discours testamentaire, au-delà des justifications stéréotypées sur la certitude de la mort et l'incertitude de son heure, dessine pour

l'auteur le contenu de la foi des curés de campagne : " les invocations (à la Trinité, aux saints patrons) tendent à se faire de plus en plus sèches au cours du siècle " ; l'élection de sépulture dans l'église jusqu'en 1720 laisse ensuite place, vers 1750, à l'inhumation au cimetière, prouvant ainsi l'avance des mentalités cléricales ; la demande de messes *de mortuis*, en déclin dès 1719, s'effondre après 1760. " Cela donne du poids à l'hypothèse de l'apparition d'une religiosité plus intellectuelle, plus rationnelle, plus épurée, en rupture avec des pratiques traditionnelles où des gestes s'échangeaient contre l'espoir d'un salut " (p. 218). Dans un dernier paragraphe de ce chapitre, l'auteur analyse le " rôle civil, moral et social des curés ", qui en font le défenseur des faibles, le protecteur des pauvres et le garant de l'ordre public.

- 6 L'insistance de l'auteur sur l'attachement au cadre paroissial le conduit naturellement à décrire en détail l'état des lieux de culte, notamment à partir des visites de l'archevêque d'Aubigné en 1716 (qui a visité 893 églises paroissiales, même s'il n'a pas toujours formulé un jugement explicite sur tous leurs aspects). Retenons leur meilleur état extérieur dans le Bray (qui couvre les toits d'ardoise) que dans le Caux (qui en reste au chaume), le pavage plus ou moins bien entretenu de la quasi totalité des nefs (l'archevêque en trouve cependant encore douze en terre battue), la clôture générale du chœur et l'existence de tables de communion, la propreté générale des tabernacles, avec lampes d'autel, ciboires et ostensoirs souvent en métal précieux (les plus beaux tabernacles, aux yeux de l'archevêque, sont dans les doyennés de Neufchâtel et de Pavilly), mais leur absence regrettée de doublure et de dorure, l'adoption croissante d'un retable pour la décoration du maître-autel et la fréquence d'autels secondaires, la multiplication des statues de saints " traditionnels " dans le Caux central - les plus souvent citées, pour les réprouver, sont celles de saint Sébastien (155 occurrences), saint Nicolas (66), la Vierge (59), saint Martin ou sainte Barbe (25) - l'omniprésence de la chaire et du confessionnal, la médiocrité des calices et des ornements liturgiques, l'absence de clôture des cimetières (plus prononcée en Caux qu'en Bray). Les visites de doyennés et les comptes de fabriques de la seconde moitié du siècle montrent une amélioration générale de la situation des édifices et des équipements liturgiques, plus au vrai sous l'impulsion des curés et en fonction des ressources des fabriques que sous l'influence " des injonctions épiscopales ". D'où l'intérêt de l'auteur pour les recettes de fabrique (l'adjudication progressive des bancs, apparue dans le Caux, à partir de 1720 ; les quêtes en argent ou en nature ; les dons et les legs), dont il note l'augmentation générale au cours du siècle (+ 241 %), plus marquée encore dans le Caux que dans le Bray ou le Vexin, mais avec une évolution contradictoire (baisse prononcée du produit des quêtes en Caux central, où " les fidèles se sentent exclus de la gestion " ; augmentation au contraire en Bray et en Vexin ; disparition progressive en revanche des dons en nature, sauf maintien, non expliqué, dans quelques paroisses de l'Archidiaconé de Rouen).
- 7 En conclusion, tout en soulignant la qualité de ses clercs, l'auteur diagnostique l'échec de l'Église à modifier en profondeur les comportements (qu'il s'agisse de la persistance de la croyance aux sorciers, des progrès des conceptions pré-nuptiales et des grossesses illégitimes, ou du renforcement du rôle des notables, qui se réapproprient le discours moral et social de l'Église, contre les " fêtes baladoires ", les cabarets et les guinguettes, lieux de corruption et de débauche, pour accroître leur contrôle sur la communauté). Les progrès de l'alphabétisation, la pénétration de l'économie marchande dans les campagnes (notamment par la proto-industrie), l'hostilité au clergé régulier oisif et riche, dont on demande l'affectation des revenus au soulagement des pauvres,

modifient la position du clergé, dont le statut politique se trouve bouleversé par les débuts de la Révolution (abolition des ordres, suppression de la dîme et revalorisation égalitaire de la condition des clercs).